

MOUVEMENT NATIONAL DES GARDES COMMUNALES LIBRES

Projet de congrès national à Ifri

Le mouvement national des gardes communaux libres qui accuse les pouvoirs publics de «détourner», voire de dévoyer» le combat de cette corporation qui a grandement contribué à la sauvegarde de la République, menacée qu'elle était par l'hydre islamiste, dit se préparer à une riposte à la hauteur de cette «trahison».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et pour cause, cette organisation fait de la mémoire et de la noblesse de son combat ses mots d'ordre, au-delà des autres considérations matérielles et sociales. Une ligne directrice en déphasage d'avec celle de la Coordination nationale des gardes communaux. D'où, d'ailleurs, le clash entre le coordinateur national Hakim Chouaïb et son chargé de la communication, Aliouet Lahlou.

Ce dernier, qui a donc mis sur pied le MNGCL, affirme préparer un grand congrès national qui aura lieu à Ifri Ouzellaguène, là où s'est tenu l'historique Congrès de la Soummam le 20 août 1956. Pour ce faire, notre interlocuteur parle d'intenses préparatifs pour ce qu'il qualifie «d'événement politique majeur» qui verra la participation, selon lui, de toute cette «famille qui avance», qui a sauvé la République du péril islamiste et qui se retrouve, summum du comble, en «marge» au nom de la «politique de réconciliation nationale». Quant à la date de ce congrès, le porte-parole du

MNGCL, qui était hier mercredi en réunion de préparation à Azazga, dans la wilaya de Tizi-ouzou, dira que cette dernière sera arrêtée lors d'une prochaine réunion prévue à Bouira.

Cela dit, Aliouet Lahlou n'a pas manqué l'occasion de «répliquer» à son ancien camarade de lutte, Hakim Chouaïb qui, la semaine écoulée, s'est dit incarner l'unique «représentant et légitime» des agents de la Garde communale, dans la lutte pour la satisfaction de revendications à caractère purement «social et professionnel», désavouant ainsi, «tous ceux qui sont motivés par des étrangers au corps de la Garde communale amenant des revendications à caractère politique pour que la confusion et le désordre prévalent par l'appel aux manifestations de rue et n'ayant pour seul objectif que celui de mettre en péril le processus de dialogue mené avec le ministère de l'Intérieur».

Ce qui a fait sortir Aliouet de sa réserve en lui répliquant sèchement, regrettant de prime abord que ce coordinateur ait fait de



Le congrès, un événement politique majeur pour les gardes communaux.

cette catégorie un simple personnel d'une entreprise du fait de leur chômage, au lieu de développer ses idées pour recouvrer à cette catégorie tous ses sacrifices de même que tous ses droits professionnels».

Et de l'accuser tout simplement d'avoir perverti le combat de la corporation», de devenir un «ins-

trument entre les mains de l'administration pour faire passer sa démarche» et «d'étrousser d'esprit».

Ce qui fait que, poursuit notre interlocuteur, «il colle à ses camarades, qui ont opté pour une autre démarche revendicative, une étiquette politique alors qu'ils n'ont fait qu'affiner leur mouvement, fai-

sant de la coordination un royaume et une propriété privée pour des appétits purement personnels, lui et ses pairs».

Poursuivant son réquisitoire, le porte-parole du mouvement national des gardes communaux accuse Chouaïb de s'être fourgué dans «un dialogue à blanc puisque sans issue», estimant que les revendications des gardes communaux étaient «telles qu'elles ont été formulées».

Et de parler de 50 000 agents atteints de maladies chroniques, dont 95% traînent des maladies mentales, 10 000 agents ayant rejoint les rangs de l'ANP sans avantages et sans prise en charge particulière, 18 000 autres sont répartis à travers les collectivités locales sans bénéficier de promotion, 65 000 agents qui ont bénéficié d'une pension exceptionnelle avec une augmentation dérisoire oscillant entre 200 et 800 DA. Ou encore les 35 000 éléments «injustement» radiés entre 1994 et 2006, en l'absence de toute réglementation.

A cette «vraie» arithmétique, notre interlocuteur ajoutera les 4 686 gardes communaux morts au maquis ou assassinés, pour certains d'entre eux sauvagement, laissant derrière eux veuves et orphelins.

M. K.

CONTREBANDE DE CARBURANT ET DE DENRÉES ALIMENTAIRES

L'armée multiplie les saisies aux frontières sud du pays

Les éléments de l'Armée nationale populaire ont réussi, ce lundi, à mettre en échec plusieurs tentatives de contrebande de carburant et de denrées alimentaires aux frontières de l'extrême Sud algérien.

Selon un communiqué rendu public hier par le ministère de la Défense nationale, les forces opérationnelles relevant de la 6^e Région militaire ont procédé à la saisie de près de deux tonnes de produits alimentaires, ainsi que de 2 590 litres de carburant. La même source informe aussi qu'une autre

opération, à hauteur de la région de Tin Zaouatine, a permis aux éléments de la Gendarmerie nationale d'arrêter quatre migrants de nationalité malienne.

De même que les forces opérationnelles d'El Oued, relevant de la 4^e Région militaire, ont effectué le même jour une saisie de 12 barils

de carburant, destinés également à la contrebande.

Enfin, le MDN communique une autre neutralisation de 22 migrants de nationalités africaine et syrienne, au niveau des régions d'In Aménas et Djanet.

Pour rappel, les forces de l'Armée nationale populaire ont précédé, le 26 septembre dernier, à des saisies et neutralisations de la même importance, aux frontières de l'extrême Sud algérien.

R. N.



2 590 litres de carburant ont été récupérés.

Photo : DR

CONTRIBUTION

«Si seulement ils se taisaient»

Le Quotidien d'Oran du 30 septembre 2014 rapporte que le responsable du suivi de la commission «Charte de réconciliation nationale» s'est dit satisfait des résultats de ladite loi. Neuf ans ont passé (septembre 2005-septembre 2014) et face aux journalistes, Monsieur Azzi - c'est son nom - a donc vanté les «miracles» accomplis par la «loi de l'impunité». Preuves : M. Azzi déclare :

1) 43.000 terroristes ont été réintégrés au sein de leurs emplois. Sans doute pour les années sabbatiques passées dans les montagnes à égorger et à décapiter et donc pour «bons et loyaux» services rendus à la République. Il est vrai que l'on ne peut pas s'occuper de tout le monde au même moment : les cadres intègres compétents qui, hier, faisaient tourner la machine Algérie au péril de leurs vies et celles de leurs familles, sont aujourd'hui marginalisés, oubliés,

enterrés pour «mauvais et déloyaux» services. La mode étatique veut que seuls les assassins de la pire espèce aient droit au «respect» et à la «considération».

2/ Le sieur Azzi a annoncé que de nombreuses familles de terroristes avaient été indemnisées. Pour quel préjudice subi ? Est-ce celui d'avoir eu un époux, un fils, un frère, un père égorger d'innocents ? Est-ce celui de pouvoir profiter de l'argent du racket amassé pour des émirs sanguinaires ? Le responsable du suivi de la «loi de l'impunité» me répondrait que la responsabilité pénale est personnelle. Certes ! encore eût-il fallu rechercher ladite responsabilité, la délimiter et la qualifier. En d'autres termes, il eût fallu que s'exprime dame justice. Précisément pour rendre justice aux familles des victimes du terrorisme islamiste. Ce n'est, évidemment, pas le cas. De ce fait, quelle définition faut-il donner au mot :

«indemnisation» ?

Quels dommages moral et matériel les familles de terroristes islamistes ont-elles subis ? Aucun.

Pour quelles raisons ne pas appeler les indemnités, largesses étatiques octroyées par l'Etat aux familles d'assassins transformés en «héros» ? La République reconnaissante aux «héritiers des ténèbres».

3/ «La Charte sur la réconciliation» n'est pas la loi de l'impunité a déclaré M. Azzi. Lorsqu'un texte de loi stipule expressément que les criminels ne peuvent être poursuivis, jugés et condamnés (Charte de réconciliation nationale), quel autre nom que l'impunité faut-il donner à des faits non sanctionnés par la loi ? Impunité, assurément. Et c'est à ne pas en douter le plus grave et le plus insupportable. Car, sans justice, sans sanction pénale peut-il y avoir pardon. Non et mille fois non. En ce mois de septembre

2014 le souvenir de deux victimes du terrorisme islamiste, deux monuments devrais-je dire - Monsieur Aboubakr Belkaïd et Fardeheb (Oran) nous a douloureusement rappelé les méfaits de la barbarie islamiste. Deux victimes dans une longue liste d'innocents assassinés.

4/ M. Azzi a déclaré enfin que l'assassinat d'Hervé Gourdel «serait un plan concocté par la France pour impliquer l'Algérie dans la conjoncture internationale». Au-delà de l'indécence de tels propos tandis que l'heure est à la solidarité, M. Azzi en a trop dit ou pas assez...

Surtout que ses «déclarations» ne sont en rien semblables aux explications des autorités algériennes. Officielles, celles-là.

Que M. Azzi veuille ériger une stèle à la mémoire des terroristes islamistes en vantant les bienfaits de la loi de l'impunité, voilà qui n'est guère étonnant. Par contre,

Par Leïla Aslaoui-Hemmadi



qu'il sème le doute est plus grave. Lorsqu'on ne sait pas l'on se tait. Dieu Tout-Puissant, s'ils pouvaient se taire ceux qui n'ont rien à dire !

Dieu Tout-Puissant qu'ils laissent nos victimes reposer en paix !

L.A.-H.